

*Affaires courantes**[Français]***PÉTITIONS****LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, il me fait plaisir de présenter une pétition signée par plusieurs Canadiens de la province de Terre-Neuve. La pétition a été reçue par mon honorable collègue, le député de Bonavista—Trinity—Conception.

Ces Canadiens s'opposent à la TPS proposée par le gouvernement, laquelle ils considèrent injuste et ils prient ce Parlement, cette législature de rejeter cette taxe.

*[Traduction]***L'ENTRAÎNEMENT AU VOL À BASSE ALTITUDE**

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le plaisir de présenter une pétition signée par 2 484 personnes habitant des régions très diverses du Canada. Les pétitionnaires s'inquiètent de la politique du gouvernement en ce qui concerne l'entraînement au pilotage à basse altitude au Labrador.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de se joindre à l'Assemblée des Premières nations, aux Innu du Labrador et à d'autres peuples autochtones du nord du Canada pour s'opposer à ce qu'on utilise leurs terres pour des exercices d'attaque dans le cadre de l'OTAN et du NORAD.

Ils demandent au Parlement de s'opposer à l'établissement d'une base d'opérations de l'OTAN au Canada, d'exiger que le gouvernement canadien mette fin à tout entraînement au pilotage en rase-mottes dans notre pays et de réaffecter le financement accordé par le Canada à l'OTAN et au NORAD pour permettre aux peuples autochtones de notre pays de reprendre en main leurs terres et leur gagne-pain dans le but de promouvoir un développement durable pour tous les Canadiens.

VIA RAIL

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, j'ai aussi une pétition signée par 1 145 personnes habitant de nombreuses régions du Canada qui s'inquiètent de la politique du gouvernement à l'égard de VIA Rail.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de rejeter tout projet de réduction et de suppression des services de VIA Rail, de moderniser l'équipement existant de sorte que cette société puisse fournir aux Canadiens un service de classe internationale et d'établir un service de

transport-voyageurs ferroviaire à grande vitesse entre Montréal et Windsor.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par quelque 3 590 Canadiens de toutes les régions du pays qui s'inquiètent d'un aspect particulier de la taxe sur les produits et services proposée par le gouvernement.

Les pétitionnaires font remarquer que depuis la Confédération, sans exception, on a eu pour politique de ne pas imposer de taxe sur les revues, livres et journaux, mais maintenant le gouvernement propose de les assujettir à la taxe sur les produits et services. Parce qu'ils estiment que la libre diffusion de tout ce qui est imprimé en tant que clé de voûte de la démocratie, de la culture, de l'enseignement et d'une société cultivée et productive serait compromise par l'application de la TPS, ils demandent donc au Parlement de réaffirmer les principes historiques que représente le statut libre d'impôt de tout ce qui est imprimé en conservant ce statut dans la loi et les règlements de la TPS.

M. Neil Young (Beaches—Woodbine): Monsieur le Président, j'ai moi aussi l'honneur de présenter une pétition qui décrit la taxe sur les produits et services que propose le ministre des Finances comme une taxe injuste, parce qu'elle ne tient pas compte de la capacité de payer des contribuables.

Les signataires demandent au Parlement de rejeter ce projet de taxe sur les produits et services, de procéder à une réforme véritable de la fiscalité de façon que les riches particuliers et les riches sociétés paient réellement un impôt minimum, et de s'assurer que si jamais la population dans son ensemble était d'accord pour que le gouvernement impose une taxe de vente pour remplacer la taxe sur les ventes des fabricants, le gouvernement n'en profite pas pour procéder à une arnaque fiscale massive.

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter, au nom d'un certain nombre d'habitants de la Nouvelle-Écosse et de l'Ontario, des pétitions qui insistent sur le fait que la fiscalité du gouvernement est injuste, que les changements qu'il envisage sous la forme d'une taxe sur les produits et services ne contribueraient qu'à envenimer les choses, et que le gouvernement devrait faire table rase de sa proposition, quitte à reprendre sa réforme du régime fiscal à partir des principes élémentaires.

M. John Brewin (Victoria): En conformité de l'article 3 du Règlement, monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition qu'ont signée un grand nombre d'habitants de ma circonscription, celle de Victoria, qui